

**OOAS/BIOVERSITY INTERNATIONAL
ATELIER REGIONAL DE PLAIDOIRIE
OUAGADOUGOU, BURKINA FASO
5 ET 6 SEPTEMBRE 2007**

DOCUMENT DE REFERENCE #2



Augmenter la production, la disponibilité, l'accès et la consommation des aliments indigènes/traditionnels riches en nutriments : un impératif pour une meilleure alimentation et une meilleure santé au sein des Etats membres de la CEDEAO

Introduction

D'après un rapport de la Banque Mondiale, la malnutrition s'avère la preuve la plus flagrante de pauvreté. Ainsi, la sous-nutrition et la malnutrition dérivées de carence en micronutriments, surtout parmi les femmes et les enfants, représentent, à eux seuls, des indicateurs de pauvreté. Ce rapport affirme que des investissements directs sur la sécurité alimentaire et la nutrition engendreraient une amélioration de l'alimentation et de la santé beaucoup plus rapidement qu'une simple croissance économique. Ce document soutient, par ailleurs, que de nombreux pays pourraient atteindre la cible relative à la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), par la diminution de la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour. Cependant, moins de 25% des pays concernés auront atteint l'objectif visant à diminuer de moitié la malnutrition d'ici 2015. Toujours d'après ce rapport, la plupart des pays de la CEDEAO ne sont pas en voie de diminuer de moitié la malnutrition d'ici 2015. En outre, la situation sous-régionale est de plus en plus compliquée par l'augmentation du taux de maladies chroniques liées à une pauvre alimentation. Les indicateurs de la situation nutritionnelle et sanitaire demeurent faibles et sont même en phase d'aggravement dans de nombreux pays de la sous-région.

Les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (Poverty Reduction Strategy Papers-PRSPs) développés par la plupart des pays en voie de développement tel que les pays membres de la CEDEAO, reconnaissent la priorité, pour le développement national, des thématiques liées aux statuts de pauvreté, d'alimentation inadéquate et de mauvaise santé, en particulier chez les femmes et les enfants. Ces documents constituent une importante base pour la réalisation des OMDs dans la relève des défis dérivants de la pauvreté et la santé, qui représentent, aujourd'hui, des engagements politiques pour nos pays, tel que stipulé et concordé dans les OMDs.

Les communautés dans les pays en voie de développement dépendent considérablement des ressources naturelles indigènes qui contribuent non seulement à la lutte contre la faim et la pauvreté, mais assurent également la diversité dans l'alimentation des ménages. La nourriture provenant des écosystèmes locaux joue ainsi un rôle primordial dans l'alimentation, la santé et les moyens d'existence des communautés pauvres. Voilà pourquoi, il y a un consensus croissant parmi les professionnels de la nutrition et la santé, les experts internationaux de développement, ainsi qu'au sein de l'opinion régionale et nationale, que pour aborder efficacement les nombreux problèmes issus de l'insécurité et des mauvaises habitudes alimentaires, de l'augmentation alarmante de la malnutrition et des maladies chroniques liées à l'alimentation en Afrique subsaharienne, il est essentiel de prendre en compte les aliments indigènes et traditionnels ainsi que les systèmes alimentaires au sein des stratégies développées et mises en application. Ces aliments font partie de l'héritage sous-régional en matière de biodiversité agricole.

D'une façon très simplifiée, la biodiversité agricole représente la variété des animaux, des plantes et des micro-organismes nécessaires à la production et à la sécurité alimentaire. Pourquoi l'exhortation de la diversité agricole de nos systèmes alimentaires est-elle nécessaire? Parce que le maintien de la diversité des plantes et animaux utilisés comme nourriture assure la diversité alimentaire des populations sous-régionales. La diversité alimentaire contribue à garantir une consommation appropriée de la plupart des substances nutritionnelles, macronutriments, micronutriments et antioxydants nécessaires au maintien d'une bonne santé. La diversité alimentaire constitue donc un élément clé pour une alimentation de qualité. Une mobilisation concertée et combative de la biodiversité agricole du subcontinent, en particulier de la sous-région CEDEAO, avec des programmes assurant leur disponibilité et consommation par les ménages garantirait une bonne santé aux populations à un coût relativement faible ; tout en complétant et augmentant prodigieusement l'efficacité des stratégies actuellement en œuvre contre la malnutrition de toutes les tranches d'âge et les maladies chroniques issues d'une mauvaise alimentation.

La diversité agricole dans la sous-région ouest-africaine

La sous-région ouest-africaine possède des écosystèmes agricoles riches et divers. Ces derniers fournissent une grande sélection d'aliments qui ont joué, et continuent à jouer des rôles importants dans la sécurité alimentaire des populations rurales et urbaines. De nombreuses sources de macro, micronutriments et antioxydants sont ignorées dans les repas quotidiens, tels que les céréales, légumineuses à grains et bétails de la Savane du Sahel et de la Guinée, tout comme les plantes sarclées, et plantains des écozones humides et semi-humides.

Les arbres, aussi bien de la savane que des zones humides, fournissent des micronutriments et antioxydants contenant des composants alimentaires. Les légumes indigènes et traditionnels locaux sont répandus et importants dans toutes les zones et cultures alimentaires. De nombreux écosystèmes agricoles ouest-africains, comme les forêts et parcs, possèdent des ressources alimentaires importantes, tels que des champignons, escargots et insectes comestibles ; ainsi que des fruits importants comme la prune, la mangue, les fruits à pain africains et le baobab qui représentent des constituants importants et essentiels des plats locaux. Ces aliments qui font partie des systèmes alimentaires traditionnels, connaissent, cependant, l'assaut de denrées alimentaires d'importation à bon marché, des marchés internationaux et des changements socio-culturels qui mettent les récoltes vivrières indigènes et les ressources animales de l'Afrique occidentale dans une position nettement désavantageuse. Ces aliments sont souvent sous-estimés, sous-attestés ou sous-évalués dans les études alimentaires nationales. Leur valeur nutritionnelle et utilisations sont mal connues et peu documentées. Ils sont surtout rarement inclus dans les politiques de nutrition, santé et développement. Ci-dessous une description générale de la situation alimentaire dans la CEDEAO.

- Les récoltes vivrières indigènes/traditionnelles sont insuffisantes et souffrent d'un grand manque d'initiatives visant à en augmenter la production.
- La sous-région jouit d'un climat et d'un environnement favorables à la production de cultures vivrières.

- La majorité de la production est encore entre les mains de petits exploitants qui manquent de ressources et qualifications nécessaires à la production à grande échelle.
- Ces agriculteurs manquent de moyens pour exploiter le potentiel d'irrigation dans la sous-région pour la production traditionnelle de nourriture.
- Les capacités de production pour ces récoltes vivrières, leurs systèmes semenciers et marchés sont peu développées.
- Bien que la sous-région possède un nombre suffisamment élevé de villes, avec une importante population urbaine qui pourrait fournir un marché pour les aliments traditionnelles produits par les communautés rurales et périurbaines, la disponibilité et l'utilisation de ces aliments ont considérablement diminué. Ce phénomène est dû à un désintéressement envers ces aliments et à un manque de soutien des politiques de développement agricole et de recherche.
- Les pertes post-récoltes sont élevées au sein des systèmes informels de production axés sur le marché. Ceci accentue le problème de la disponibilité et de l'accessibilité de ces récoltes vivrières aux ménages et aux familles pauvres.
- La valeur nutritionnelle des aliments indigènes/traditionnels a été insuffisamment documentée, d'où la sous-évaluation de leurs potentiels dans la lutte contre les problèmes de carences en micronutriments, d'obésité et autres maladies chroniques liées à l'alimentation.
- Le manque de conscience de la richesse en micronutriments et antioxydants des aliments indigènes/traditionnels parmi toutes les classes sociales et catégories de la population est alarmant.
- En raison de ce manque de sensibilisation, même au sein des décideurs politiques, ces aliments sont souvent ignorés dans l'agriculture, les politiques et programmes sur l'alimentation et la nutrition.
- Très peu d'attention est accordée aux aliments, lorsque les stratégies alimentaires contre les carences en micronutriments et maladies chroniques liées à l'alimentation sont développées aux niveaux nationaux, régionaux et internationaux.

Nos obligations

La liste est longue et les défis plutôt ambitieux. Voici, néanmoins, ci-dessous, la suggestion de quelques actions prioritaires qui peuvent et doivent être mises en œuvre, en collaboration, afin d'aborder efficacement les problèmes multiples de l'insécurité alimentaire, la malnutrition et les maladies chroniques liées à l'alimentation.

1. Augmenter la production des aliments indigènes/traditionnels

La plupart de la production des récoltes vivrières indigènes/traditionnelles est gérée par des petits agriculteurs qui vendent leur produit sur des marchés ruraux informels. La rentabilité est minimale, ce qui limite souvent la production.

L'amélioration de la qualité des semences et des techniques de production est primordiale pour l'augmentation et l'amélioration de la production. Comme cité précédemment, le manque de considération et les changements sociaux sont responsables de la sous-production et sous-utilisation de ces récoltes vivrières, en

dépit de leurs nombreux avantages, non seulement d'un point de vue nutritionnel que d'adaptation aux environnements variables de l'Afrique occidentale. En effet, le sorgho, le millet, et le pois bambara sont plus résistants à la sécheresse que les grains vivriers et protéagineux. Le fonio noir présente un cycle de croissance relativement court et est bien adapté aux précipitations fortement variables des zones sahéennes et guinéennes. Les légumes feuillus indigènes ont actuellement peu de parasites naturels et sont moins exigeants en matières de sol et d'eau que les variétés non-indigènes.

L'introduction de ces cultures au sein des systèmes actuels d'amélioration des plantes cultivées (sélection, production et approvisionnement des semences) a un coût de production raisonnablement bas, afin d'en garantir l'accessibilité aux communautés pauvres, demande, néanmoins, une approche partant des connaissances et des pratiques agricoles des producteurs.

En outre, les petits exploitants de récoltes vivrières indigènes/traditionnels ont besoin d'aide pour l'ouverture de nouveaux marchés pour leurs produits. Bien que les capitaux nationaux et d'autres grands centres urbains pourraient fournir un marché déjà existant pour les aliments traditionnels, l'établissement de liens avec ces marchés est nécessaire, afin de stimuler la demande de ces aliments par la promotion et la prise de conscience croissante de leurs propriétés nutritionnelles.

2. Accroître la disponibilité et l'accessibilité de ces aliments au sein des ménages

L'augmentation de la production alimentaire n'est pas forcément synonyme de disponibilité et accès au sein des ménages. La disponibilité et l'accessibilité des aliments indigènes/traditionnels dépendent de toute une série de facteurs tels que le revenu des ménages, l'accès aux marchés ; la facilité d'introduction dans les repas domestiques et la conscience des propriétés nutritionnelles de ces aliments.

L'utilisation des aliments indigènes/traditionnels ouest-africains dans les repas familiaux est souvent freinée par la prise de temps qu'engendre leur préparation culinaire. De nombreuses recettes à base d'aliments locaux demandent une préparation interminable. Il faut beaucoup plus de temps pour cuisiner des céréales riches en nutriments tels que le sorgho, le millet et le fonio noir par exemple, que pour le riz exotique prétraité disponible dans les marchés locaux. Ainsi, de plus en plus de femmes de la sous-région, qui contribuent au revenu familial en travaillant, préfèrent le riz à cuisson rapide aux aliments traditionnels. Une transformation industrielle, culturellement acceptable, de la vaste variété d'aliments indigènes et traditionnels ouest-africains en aliments précuits améliorerait, sans aucun doute, leur consommation au sein des ménages.

Dans la plupart des pays de la sous-région, une très petite quantité des principaux aliments traditionnels locaux de base (riz, sorgho, millet, fonio, maïs, et manioc) et autres (légumes secs, légumes, sauces et épices) est industriellement traitée. La majorité de ces processus de transformations alimentaires sont effectués au coin de la rue par des opérateurs ambulants et/ou par les familles même. Il y a un manque d'information et de normes relatives à la teneur nutritionnelle des produits finis,

d'où l'engendrement de produits dont le contenu nutritionnel est très variable. Il n'y a actuellement aucune norme et mesure en vigueur pour améliorer les techniques actuelles ou en développer de nouvelles. Voici un domaine qui exige une collaboration étroite entre les gouvernements, les instituts de recherche et les industries alimentaires de secteur privé. La recherche a démontré que la technique ouest-africaine de trempage et fermentation améliore la teneur en fer et zinc des céréales et légumineuses. Les gouvernements de la CEDEAO doivent donc financer la recherche visant à rendre ces techniques (et autres techniques souhaitables de transformation de produits alimentaires locaux) industriellement applicables. Ceci garantirait, considérablement, la consommation d'aliments familiers riches en micronutriments par la majorité de la population. En outre, le fondement de ces techniques de transformation des aliments poserait les bases pour l'adaptation des technologies de fortification aux ressources et aux besoins locaux. L'un des composants bien connus, des interventions réussies sur la nutrition, s'avère la sensibilisation des populations, quelque soit leur groupe d'appartenance, par l'information, l'éducation et autres stratégies de communication. Il y a un besoin continu de développer et appliquer des stratégies d'éducation et d'information alimentaire culturellement appropriées et acceptables, ayant des effets positifs sur les comportements alimentaires des individus et communautés. Lorsque ces aliments ne seront plus étiquetés : « pour les pauvres », leur production, disponibilité et consommation augmenteront.

3. Plus de recherche dans le secteur nutritionnel et sanitaire Promouvoir et protéger les aliments indigènes et traditionnels

Il y a un manque d'information sur les propriétés nutritionnelles et les bienfaits sur la santé des aliments indigènes et traditionnels d'Afrique occidentale. L'une des causes principales de résultats insatisfaisants, souvent obtenus à l'issue d'intervention sur l'alimentation, est le manque de connaissance des aliments disponibles, mais aussi de leurs propriétés nutritionnelles et bienfaits sur la santé. Des études conduites sur certains aliments de consommation courante, pendant les dix dernières années, par des chercheurs dans la sous-région, ont démontré leurs immenses propriétés nutritionnelles et bienfaits sur la santé. Mais la majorité de ces informations sont stockées dans les bibliothèques de plusieurs universités et institutions de recherches dans la sous-région.

Ainsi, les tentatives d'identifier les aliments locaux riches en micronutriments et antioxydants, pourraient commencer par le rassemblement et l'insertion des données disponibles dans une banque de données sous-régionale, sur la composition des aliments locaux de bases et aliments secondaires. Une telle information permettrait aux décideurs politiques et responsables de programmes provenant des secteurs gouvernementaux et privés, d'évaluer les progrès relatifs aux objectifs nationaux de production agricole et au développement de stratégies pour des programmes à faveur de l'alimentation et la nutrition.

De plus amples recherches sont nécessaires car les données disponibles sont encore inégales et incomplètes, dans la plupart des cas.

4. Implications politiques des actions prioritaires proposées

Le succès et l'efficacité des actions prioritaires nécessaires suggérées pour contenir la hausse alarmante des carences en micronutriments et maladies chroniques liées à l'alimentation dans la sous-région, dépendent des politiques nationales dans les secteurs de première ligne suivant : santé, alimentation et nutrition, éducation, développement rural et industries. Les gouvernements africains ont fréquemment considéré la nutrition comme un problème sanitaire. Cette perception limitée, d'un problème très multisectoriel, a entravé la collaboration nécessaire à la lutte contre les problèmes alimentaires dans le continent. Ainsi, une implication politique importante pour la mobilisation active des aliments indigènes et traditionnels ouest-africains dans des stratégies continues contre la malnutrition et les maladies chroniques liées à l'alimentation, serait l'harmonisation de politiques sectorielles appropriées englobant l'agriculture, la santé, l'alimentation et la nutrition, les politiques régissant l'industrie alimentaire, le développement de la communauté et le commerce. Cette harmonisation, bien que laborieuse, garantirait une collaboration intersectorielle, l'identification des responsabilités, réduisant ainsi les chevauchements entre secteurs et les « zones neutres », ainsi que le développement d'instruments nécessaires à la supervision et au contrôle de l'efficacité des politiques établies. Ces instruments doivent également prévoir, et encourager la collaboration active entre les départements gouvernementaux et le secteur privé (industries).

5. Partenaires et partenariats

Une large gamme de partenariats, serait nécessaire à la mise en œuvre des actions prioritaires suggérées. Ces partenariats devraient apporter chacun des qualifications spécifiques dans les secteurs de la production, de la recherche et de la vulgarisation agricole, de la commercialisation et de la valeur ajoutée, de la promotion et des politiques spécifiques. Ces partenariats devraient inclure des organismes de développement horticole, des associations d'agriculteurs, des industriels et des chambres de l'industrie de l'alimentation, des ONGs, des organisations nationales, régionales et internationales pour l'agriculture et la santé, des agences gouvernementales pour la vulgarisation agricole, ainsi que les médias.

Certaines organisations nationales, régionales et internationales peuvent apporter des compétences spécifiques au sein de partenariats intersectoriels, pour assurer une rentabilité substantielle des investissements des gouvernements dans le secteur sanitaire, ainsi que des résultats mesurables concernant la nutrition et la santé au sein des populations ouest-africaines. En voici quelques-unes :

- Organisations nationales et régionales de recherche
- L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)
- Agences intergouvernementales sur l'alimentation, l'agriculture et la santé
- Initiatives régionales de politiques de développement
- Organisations internationales et régionales de nutrition et santé
- Associations de producteurs/consommateurs